Année XXVI. N° 728 — 1 OCTOBRE 1927

LE RÉVEIL ANARCHISTE

PARAIT TOUS LES QUINZE JOURS
Adresser lettres et mandats :
Le Réveil, r. des Savoises, 6, *Genève* Suisse.

Avec Supplément en langue italienne

SUISSE et UNION POSTALE
Abonnement : 1 année, fr. 5; 6 mois, fr. 2.50
Le numéro : 10 centimes

Un projet d'organisation anarchiste

Un opuscule français intitulé: « Plateforme d'organisation de l'Union générale des Anarchistes (Projet) » me tombe entre les mains par hasard. (On sait qu'aujourd'hui les écrits non fascistes ne circulent pas en Italie.)

C'est un projet d'organisation anarchique publié sous le nom d'un « Groupe d'anarchistes russes à l'étranger » et qui semble plus spécialement adressé aux camarades russes. Mais il traite de questions qui intéressent tous les anarchistes et de plus il est évident qu'il recherche l'adhésion des camarades de tous les pays, du fait même d'être écrit en français. De toute façon, il est utile d'examiner, pour les Russes comme pour tous, si le projet mis en avant est en harmonie avec les principes anarchistes et si sa réalisation servirait vraiment la cause de l'anarchisme. Les mobiles des promoteurs sont excellents. Ils déplorent que les anarchistes n'aient pas eu et n'aient pas sur les événements de la politique sociale une influence proportionnée à la valeur théorique et pratique de leur doctrine, non plus qu'à leur nombre, à leur courage, à leur esprit de sacrifie et ils pensent que la principale raison de cet insuccès relatif est l'absence d'une organisation vaste, sérieuse, effective.

Jusqu'ici, en principe, je serais d'accord.

L'organisation n'est que la pratique de la coopération et de la solidarité, elle est la condition naturelle, nécessaire de la vie sociale, elle est un fait inéluctable qui s'impose à tous tant dans la société humaine en général que dans tout groupe de gens ayant un but commun à atteindre.

L'homme ne veut ni ne peut vivre isolé, il ne peut même pas devenir véritablement homme et satisfaire ses besoins matériels et moraux autrement qu'en société et avec la coopération de ses semblables. Il est donc fatal que tous ceux qui ne s'organisent pas librement, soit qu'ils ne le puissent, soit qu'ils n'en sentent pas la pressante nécessité, aient à subir l'organisation établie par d'autres individus ordinairement constitués en classes ou groupes dirigeants dans le but d'exploiter à leur propre avantage le travail d'autrui.

Et l'oppression millénaire des masses par un petit nombre de privilégiés a toujours été la conséquence de l'incapacité de la plupart des individus à s'accorder, à s'organiser sur la base de la communauté d'intérêts et de sentiments aveé les autres travailleurs pour produire, pour jouir et pour, éventuellement, se défendre des exploiteurs et oppresseurs. L'anarchisme vient remédier à cet état de choses avec son principe fondamental d'organisation libre créée et maintenue par la libre volonté des associés sans aucune espèce d'autorité, c'est-à-dire sans qu'aucun individu ait le droit d'imposer aux autres sa propre volonté. Il est donc naturel que les anarchistes cherchent à appliquer à leur vie privée et à la vie de leur parti ce même principe sur lequel, d'après eux, devrait être fondée toute la société humaine.

Certaines polémiques laisseraient supposer qu'il y a des anarchistes réfractaires à toute organisation ; mais en réalité les nombreuses, trop nombreuses discussions que nous avons sur ce sujet, même quand elles sont obscurcies par des questions de mots ou envenimées par des questions de personnes, ne concernent, au fond, que le mode et non le principe d'organisation. C'est ainsi que des camarades en parole les plus opposés à l'organisation, s'organisent comme les autres et souvent mieux que les autres, quand ils veulent sérieusement faire quelque chose. La question, je le répète, est toute dans l'application.

Je devrais donc regarder avec sympathie l'initiative de ces camarades russes, convaincu comme je le suis qu'une organisation plus générale, mieux tramée, plus constante que celles qui ont été jusqu'ici réalisées par les anarchistes, même si elle n'arrivait pas à éliminer toutes les erreurs, toutes les insuffisances, peut-être inévitables dans un mouvement qui, comme le nôtre, devance les temps et qui pour cela se débat contre l'incompréhension, l'indifférence et souvent l'hostilité du plus grand nombre, serait tout au moins indubitablement un important élément de force et de succès, un puissant moyen de faire valoir nos idées.

Je crois surtout nécessaire et urgent que les anarchistes s'organisent pour influer sur la marche que suivent les masses dans leur lutte pour les améliorations et l'émancipation. Aujourd'hui, la plus grande force de transformation sociale est le mouvement ouvrier (mouvement syndical) et de sa direction dépend en grande partie le cours que prendront les événements et le but auquel arrivera la prochaine révolution. Par leurs organisations, fondées pour la défense de leurs intérêts, les travailleurs acquièrent la conscience de l'oppression sous laquelle ils ploient et de l'antagonisme qui les sépare de leurs patrons, ils commencent à aspirer à une vie supérieure, ils s'habituent à la lutte collective et à la solidarité et peuvent réussir à conquérir toutes les améliorations compatibles avec le régime capitaliste et étatiste. Ensuite, c'est ou la révolution ou la réaction.

Les anarchistes doivent reconnaître l'utilité et l'importance du mouvement syndical, ils doivent en favoriser le développement et en faire un des leviers de leur action, s'efforçant de faire aboutir la coopération du syndicalisme et des autres forces de progrès à une révolution sociale qui comporte la suppression des classes, la liberté totale, l'égalité, la paix et la solidarité entre tous les êtres humains. Ce serait une illusion funeste que de croire, comme beaucoup le font, que le mouvement ouvrier aboutira de lui-même, en vertu de sa nature même, à une telle révolution. Bien au contraire: dans tous les mouvements fondés sur des intérêts matériels et immédiats (et l'on ne peut établir sur d'autres fondements un vaste mouvement ouvrier), il faut le ferment, la poussée, l'œuvre concertée des hommes d'idées qui combattent et se sacrifient en vue d'un idéal à venir. Sans ce levier, tout mouvement tend fatalement à s'adapter aux circonstances, il engendre l'esprit conservateur, la crainte des changements chez ceux qui réussissent à obtenir des conditions meilleures, souvent de nouvelles classes privilégiées sont créées, qui s'efforcent de faire supporter, de consolider l'état de choses que l'on voudrait abattre.

D'où la pressante nécessité d'organisations proprement anarchistes qui à l'intérieur comme en dehors des syndicats, luttent pour l'intégrale réalisation de l'anarchisme et cherchent à stériliser tous les germes de corruption et de réaction.

Mais il est évident que pour atteindre leur but, les organisations anarchistes doivent, dans leur constitution et dans leur fonctionnement, être en harmonie avec les principes de l'anarchie. Il faut donc qu'elles ne soient en rien imprégnées d'esprit autoritaire, qu'elles sachent concilier la libre action des individus avec la nécessité et le plaisir de la coopération, qu'elles servent à développer la conscience et la capacité d'initiative de leurs membres et soient un moyen éducatif dans le milieu où elles opèrent et une préparation morale et matérielle à l'avenir désiré.

Le projet en question répond-il à ces exigences ? Je crois que non. Je trouve qu'au lieu de faire naître chez les anarchistes un plus grand désir de s'organiser, il semble fait pour confirmer le préjugé de beaucoup de camarades qui pensent que s'organiser c'est se soumettre à des chefs, adhérer à un organisme autoritaire, centralisateur, étouffant toute libre initiative. En effet, dans ces statuts sont précisément exprimées les propositions que quelques-uns, contre l'évidence et malgré nos protestations, s'obstinent à attribuer à tous les anarchistes qualifiés d'organisateurs.

Examinons :

Tout d'abord il me semble que c'est une idée fausse (et en tout cas irréalisable) de réunir tous les anarchistes en une « Union générale », c'est-à-dire, ainsi que le précise le Projet, en *une seule* collectivité révolutionnaire active.

Nous, anarchistes, nous pouvons nous dire tous du même parti si par le mot parti on entend l'ensemble de tous ceux qui sont d'*un même côté*, qui ont les mêmes aspirations générales, qui d'une manière ou d'une autre luttent pour la même fin contre des adversaires et des ennemis communs. Mais cela ne veut pas dire qu'il soit possible — et peut-être n'est-il pas désirable — de nous réunir tous en une même association déterminée.

Les milieux et les conditions de lutte diffèrent trop, les modes possibles d'action qui se partagent les préférences des uns et des autres sont trop nombreux et trop nombreuses aussi les différences de tempérament et les incompatibilités personnelles pour qu'une Union générale réalisée sérieusement ne devienne pas un obstacle aux activités individuelles et peut-être même une cause de plus âpres luttes intestines, plutôt qu'un moyen pour coordonner et totaliser les efforts de tous.

Comment, par exemple, pourrait-on organiser de la même manière et avec le même personnel, une association publique faite pour la propagande et l'agitation au milieu des masses et une société secrète contrainte par les conditions politiques où elle opère à cacher à l'ennemi ses buts, ses moyens, ses agents ? Comment la même tactique pourrait-elle être adoptés par les *éducationistes* persuadés qu'il suffit de la propagande et de l'exemple de quelques-uns pour transformer graduellement les individus et par conséquent la société et les *révolutionaires* convaincus de la nécessité d'abattre par la violence un état de choses qui ne se soutient que par la violence et de créer, contre la violence des oppresseurs les conditions nécessaires au libre exercice de la propagande et à l'application pratique des conquêtes idéales ? Et comment garder unis des gens qui, pour des raisons particulières, ne s'aiment ni ne s'estiment et pourtant peuvent également être de bons et utiles militants de l'anarchisme ?

D'autre part, les auteurs du projet déclarent « inepte » l'idée de créer une organisation réunissant les représentants des diverses tendances de l'anarchisme. Une telle organisation, disent-ils, « incorporant des éléments théoriquement et pratiquement hétérogènes, ne serait qu'un assemblage mécanique d'individus qui ont une conception différente de toutes les questions concernant le mouvement anarchiste, elle se désagrégerait infailliblement à peine mise à l'épreuve des faits et de la vie réelle ».

Fort bien. Mais alors s'ils reconnaissent l'existence des anarchistes des autres tendances, ils devront leur laisser le droit de s'organiser à leur tour et de travailler pour l'anarchie de la façon qu'ils croient la meilleure. Ou bien prétendront-ils mettre hors de l'anarchisme, excommunier, tous ceux qui n'acceptent pas leur programme ?. Ils disent bien vouloir regrouper en une seule organisation tous les *éléments sains* du mouvement libertaire, naturellement ils auront tendance à juger *sains* seulement ceux qui pensent comme eux. Mais que feront-ils des éléments *malsains* ?

Certainement il y a parmi ceux qui se disent anarchistes, comme dans toute collectivité humaine, des éléments de différentes valeurs, et, qui pis est, il en est qui font circuler au nom de l'anarchisme des idées qui n'ont avec lui que de bien douteuses affinités. Mais comment éviter cela ? La *vérité anarchiste* ne peut pas et ne doit pas devenir le monopole d'un individu ou d'un comité. Elle ne peut pas dépendre des décisions de majorités réelles ou fictives. Il est seulement nécessaire et suffisant que tous aient et exercent le plus ample droit de libre critique et que chacun puisse soutenir ses propres idées et choisir ses propres compagnons. Les faits jugeront en dernière instance et donneront raison à qui a raison.

(A suivre.) E. MALATESTA.

Les incidents

qui, le 22 août, ont succédé à la manifestation Sacco et Vanzetti, ont fait couler beaucoup d'encre et provoqué de la part de la bourgeoisie une répression qui montre bien ce qu'il faut attendre des maîtres aux jours des revendications précises, tangibles et... définitives. C'est une leçon dont la classe ouvrière doit profiter afin de ne point être prise au dépourvu le moment venu.

Il y a lieu de remarquer les exagérations de la presse à tout faire au sujet de quelques vitres cassées et de la « profanation » commise au siège des représentants du capitalisme international, toutes choses réparables presque en moins de temps qu'il ne faut pour le dire. Mais par contre il y a lieu d'enregistrer la circonspection que cette même presse a observée au sujet de la mort du malheureux Schaeffer, fait irréparable celui-là. Elle s'est bien gardée — et pour cause ! — d'exploiter ce cas, car elle sait pertinemment de quel côté on était armé. Et pour les journalistes de la bourgeoisie, quelques minimes dégâts à la sacro propriété ont plus d'importance qu'une vie humaine. Il n'était pas, nous semble-t-il, inutile de mettre en relief une fois de plus la mentalité de ces gens, bien que leur traditionnelle attitude — les événements de 1914-18 entre autres — nous ait depuis longtemps fixés sur ce point.

Il y a autre chose de très intéressant à souligner et que nous livrons aux méditations des dirigeants de la bourgeoisie qui ont des yeux pour voir et des oreilles pour entendre. Un fait évident, c'est que tous ceux ayant un peu de cœur ont été outrés du crime accompli par la justice américaine. Les formidables protestations qui ont eu lieu, non seulement à Genève mais dans le monde entier, le prouvent. Seulement les manifestations spontanées du 22 août ont encore d'autres raisons qu'il ne faudrait point méconnaître. Ces raisons sont à rechercher dans la situation économique et morale créée par la guerre et ses suites d'une part, par les menaces d'une nouvelle conflagration d'autre part. A cela il faut ajouter les bas salaires, le chômage et la misère dont sont victimes les travailleurs. Les manifestants du 22 août étaient tous, à une ou deux exceptions près, des jeunes. Ces jeunes, s'ils n'ont pu s'en rendre compte par eux-mêmes, ont appris de leurs parents, de leurs aînés, ce que furent les années de guerre. Ils sont eux aussi victimes des privations imposées par le régime capitaliste. Ils ont saisi l'occasion pour mettre en action une haine qui somnolait. Nous pouvons en déduire qu'une mentalité récente étreint une partie de la jeunesse, élevée à l'école des faits engendrés par les rapines et les crimes capitalistes. Le fiasco absolu enregistré par le recrutement des moblots ou école préparatoire pour l'armée était déjà un indice réjouissant. C'est de bon augure et c'est surtout un avertissement sérieux pour les maîtres qui doivent bien se pénétrer de l'idée qu'une nouvelle boucherie ne saurait s'entreprendre sans un gros danger pour eux. Contre les pessimistes donc, nous ne croyons pas nous tromper en affirmant que la répétition d'un 1914-18 serait le signal du coup de balai final.

Une chose qui a sûrement dû chagriner les *Nous maintiendrons* de la rue du Général-Dufour c'est qu'ils n'ont pu sortir leur cliché que les protestataires n'étaient que des étrangers. A leur grande confusion, et à leur grande rage aussi, l'élément suisse constituait la presque totalité des manifestants. La plupart des quelques étrangers arrêtés ne l'ont été que parce que se trouvant là en simples curieux ou victimes, le 23 août, de la vengeance des flics, enragés d'avoir été roulés le soir précédent. Cela aussi est typique et le *Journal de Genève* et tous ses semblables devront en prendre leur parti : les « agitateurs » étrangers qu'ils voyaient partout et dans tout pour les besoins de leurs mensonges sont efficacement et ouvertement remplacés par des Suisses authentiques et ce ne sont pas les peines de prison distribuées à l'occasion des incidents du 22 août qui empêcheront les idées de faire leur chemin et de produire des fruits dans le sein des éléments autochtones. Le régime bourgeois et ses soutiens se chargent d'éduquer les citoyens qui ne prennent pas les vessies des Jean Martin pour des lanternes. *Jdx.*

Boycottons „La Suisse"

journal fasciste

En quelques lignes

* Le conseiller national vaudois Pilet, prétendant au Conseil fédéral, a déclaré dans une intervention à propos de l'armée, que celle-ci devait être forte pour lutter au besoin contre l'ennemi extérieur et contre l'ennemi intérieur. L'ennemi intérieur, pour M. Pilet, c'est le peuple, ce sont les exploités, les miséreux et les accablés revendiquant un peu plus de justice et de mieux-être. Ce sont ceux qui ont pris pour tâche de mettre à nu les crimes et les injustices du régime dont se réclame M. Pilet. Mais ce dernier a sans doute oublié que l'armée est essentiellement constituée de travailleurs, d'« ennemis intérieurs », qui pourraient alors, à l'appel de la bourgeoisie, ne pas se ranger du côté espéré par M. Pilet.

* Le *Travail* a publié deux lettres d'instituteurs vaudois signalant le fait que le corps enseignant ne peut ouvertement lire les journaux socialistes sans risquer de subir les foudres des représentants de la camarilla gouvernementale radicale. Dédié à ceux qui croient que la liberté de pensée et d'opinion existe, dédié à ceux qui croient que tous les citoyens sont égaux.

* A Genève, le 23 août, la garde civique a été mobilisée. Elément de guerre civile, parce que représentant de privilèges, a-t-on dit. Très juste. Mais contre cet élément, il s'agit de faire face et une garde ouvrière est tout indiquée. Les sociétés sportives ouvrières, composées de solides lurons, pourraient en constituer les cadres. C'est à étudier et à mettre en pratique, car une fois que les petits morveux de la garde civique auront reçu un ou deux « directs », vous pouvez être certains qu'ils ne reviendront plus se frotter aux mains calleuses.

* Toujours à Genève, le soir du 23 août, deux gamins de la garde civique, aux oreilles laiteuses, crurent faire de l'esbrouffe à Chantepoulet en invitant trois ouvriers à se taire et à circuler. Mais aussi lestes sur jambes qu'en paroles, ils ne durent qu'à leur fuite de ne pas avoir reçu une bonne râclée. C'est une leçon dont ils n'ont certainement pas rendu compte à leur chef.

* Le Conseil d'Etat a décidé d'ouvrir une enquête administrative sur les événements et sur l'attitude de la police. A remarquer qu'avant la constitution même de la commission d'enquête, le chef du Département de justice et police a couvert tous ses subordonnés... même celui qui depuis quatre ans, selon M. Turrettini, ne devrait plus faire partie de la sûreté. On comprendra alors que l'on soit très sceptique quant à la sincérité et à l'impartialité des travaux de cette commission.

* On a beaucoup critiqué l'inintelligence dont a fait preuve l'ex-secondaire dans son nouveau rôle de chef de la police. Nous ne nous associerons pas à ces critiques et pour une fois — qu'on nous le pardonne ! — nous sommes d'accord avec M. Turrettini : M. Zoller est l'as des as, et nous en souhaiterions beaucoup de ce calibre à la police.

* Le *Travail* a rapporté l'opinion de M. l'ex-directeur de la police centrale qui se serait vanté que sous son règne, avec quelques gendarmes seulement, il aurait eu raison des manifestants. M. Perrier a oublié de rappeler une chose : en 1918, sous ses ordres, alors que la reprise du travail venait d'être décidée, ont eu lieu les assommades de la rue Vallin par les flics et la garde civique. En 1927, sous les ordres de son successeur, alors que tout était revenu au calme, ont eu lieu les assommades de la Bourse par les flics et la garde civique. Nous ne voyons donc pas très bien quelle différence il peut y avoir entre la tactique de M. Perrier et celle de M. Zoller.

* L'American Legion a paradé à Paris. Le parti socialiste avait décidé de s'abstenir de toute manifestation et le parti communiste, après un battage bien organisé, a pris... la même décision. Cela confirmerait-il les on-dit qui prétendent que le gouvernement soviétique, ayant besoin de dollars, ne désire pas que l'on crée des embêtements au gouvernement américain ? Nous devons par contre relever l'acte du camarade anarchiste Lecoin, qui, malgré toutes les précautions prises, avait réussi à s'introduire dans la salle où avait lieu la réception officielle, et en présence du président de la république et de tous les « dignitaires », cria : « Vivent Sacco et Vanzetti ! ».

* Récemment a eu lieu en Italie le procès intenté contre Philippe Turati et ceux qui ont favorisé sa fuite de l'enfer fasciste. Ce procès nous a permis de constater qu'il existait encore des courageux n'ayant pas peur des responsabilités, même en présence d'individus chargés de condamner par ordre. En effet, les principaux accusés n'ont pas craint de revendiquer hautement les faits dont ils étaient imputés en donnant des raisons d'une grande puissance morale, faisant ainsi en quelque sorte le procès du régime mussolinien. Ces caractères sont à saluer. Ce que nous faisons.

* Supposons des propriétaires, des industriels et des financiers à qui manque la protection de l'Etat. Verrait-on dans le cas des cultivateurs, des ouvriers, vendre leurs bras pour un maigre salaire ? La réponse ne peut être que négative. Pas un paysan, pas un ouvrier ne serait disposé à donner les trois quarts de son travail au fainéant qui ne produit rien, parce que, l'Etat faisant défaut, il n'y aurait pas un policier, pas un magistrat, pas un tribunal, pas une prison, pour assurer la sauvegarde de la propriété. L'Etat ne peut défendre que les intérêts opposés à ceux de la classe qui produit. *Argus.*

Garde socialiste et Garde rouge

Pendant des dizaines d'années, nous sommes restés seuls à faire ressortir la nécessité qu'en face d'une bourgeoisie armée et toujours prête à ordonner le massacre, il fallait que les travailleurs soient à même d'opposer une défense adéquate. La cuisante leçon du fascisme aidant, nous avons vu notre point de vue admis de plus en plus dans les milieux d'avant-garde. Malheureusement, il ne pouvait l'être encore et toujours que dans un but autoritaire et non libertaire.

Ces derniers temps surtout, en face de la fameuse garde civique, on a quelque peu parlé de gardes socialistes et gardes rouges ; mais au lieu de les concevoir surtout pour un rôle de défense des exploités contre les exploiteurs, il a été question avant tout d'imposer la discipline d'un parti donné à la masse tout entière.

C'est ce qui s'est vu à Paris, à l'occasion de quelques dernières manifestations et surtout

de celle au Père-Lachaise en souvenir de la semaine sanglante, et dont nous avons parlé dans l'un de nos précédents numéros.

Les manifestants se sont trouvés encadrés et menacés par une police de parti venant s'ajouter à celle officielle. Les nouveaux maîtres devant remplacer ou s'associer aux anciens s'essayaient déjà à maintenir la masse soumise. Eh bien ! nous n'entendons certes pas nous prêter à ce jeu-là.

Que chaque groupement soit prêt à se défendre contre l'ennemi commun et ses forces, c'est fort bien; mais à condition que personne n'entende asservir les autres à ses ordres et à ses visées de domination personnelle ou de parti.

Proudhon a dit que « la peur du peuple est le mal de tous ceux qui appartiennent à l'autorité » et nous ajouterons de tous ceux aussi qui cherchent à en être. Il ne faut pourtant pas se préoccuper davantage de quelques carreaux pouvant être cassés que du massacre éventuel dont peut être victime la masse. C'est malheureusement ce qui s'est vu encore dernièrement à Vienne Tout préoccupés d'empêcher les « excès de la foule » qui pour finir se ramènent à fort peu de chose, certains dirigeants ne prévoient rien pour empêcher les excès des « gens d'ordre » qui, pour quelques mœllons noircis ou quelques horions reçus par des leurs, n'hésitent pas à faire une centaine de cadavres des nôtres, en nous accusant par surcroît — ironie atroce ! — d'être sanguinaires.

Il n'y a aucune nécessité d'une police socialiste ou bolcheviste pour les manifestations populaires ; ce qu'il nous faut créer est une force qui ne permette plus au pouvoir de supprimer des droits acquis et exercés depuis longtemps, et qui soit à même, le cas échéant, de répondre aux violences de l'ennemi et de les faire promptement cesser.

Etrange mentalité que de voir toujours dans un problème d'exercice de la liberté une occasion de créer une nouvelle autorité avec une nouvelle forme d'asservissement !

Le Réveil *est en vente au magasin de journaux et tabacs :*

Rue Rousseau, 32.

EGLISE ET SOVIETS

L'autorité la plus haute de l'Eglise orthodoxe russe, le patriarche Serge, vient d'envoyer une circulaire qui suscitera certainement beaucoup de commentaires dans le monde entier, et surtout un profond étonnement parmi les socialistes italiens.

En Italie, et conséquemment aussi parmi les émigrants italiens à l'étranger, l'émancipation du joug de l'église, de la superstition religieuse marchait de pair avec le développement de la conscience de classe. L'adhésion au syndicat, au parti socialiste venait achever l'émancipation religieuse de chaque ouvrier. Il était bien entendu que l'émancipation totale de la superstition — que d'aucuns appellent foi religieuse — ne pourrait s'accomplir qu'après l'abolition de la propriété privée, source première et principale de la soumission de l'esprit humain aux autorités « dans le ciel et sur la terre ». Beaucoup de nos camarades seront donc stupéfaits en lisant le document ci-dessous venant de *l'unique pays du monde avec un régime non bourgeois et qui se plaît même à se dire communiste.*

« Le but principal de cette lettre synodique et personnelle aussi — écrit le chef du Synode patriarcal de l'Eglise russe, Serge — est de bien préciser qu'il est urgent pour notre Eglise et surtout pour tous ceux qui en ont à cœur les intérêts, d'avoir à démontrer que nous, attachés à l'Eglise, ne nous plaçons pas à côté des ennemis du gouvernement soviétique et ne favorisons guère les intrigues folles ourdies contre lui, mais que nous sommes, et notre peuple aussi, avec notre gouvernement. »

Après avoir constaté que l'Eglise, dans toutes ses branches, peut développer — après les derniers accords avec le gouvernement soviétique — une activité légale en Russie, le patriarche souligne l'influence que cette reconnaissance du gouvernement soviétique est appelée à exercer sur « l'église orthodoxe, son clergé, ses institutions », et invite tous les fidèles « à remercier Dieu pour avoir témoigné tant de bienveillance à notre saine Eglise. Exprimons publiquement notre reconnaissance au gouvernement soviétique pour avoir fait preuve d'une telle compréhension des besoins spirituels de la population orthodoxe et donnons-lui l'assurance que nous n'abuserons pas de la confiance que notre gouvernement nous a accordés . . . Nous devons prouver par des faits et non seulement par des mots que citoyens fidèles de l'Union soviétique peuvent être non seulement les indifférents ou les traîtres à l'Eglise, mais ses disciples les plus zélés . . . Nous voulons être orthodoxes et en même temps reconnaître dans l'Union soviétique notre patrie civile, dont les joies et les succès sont nos joies et nos succès et dont les insuccès sont encore les nôtres. »

Et en parlant des prêtres émigrés qui à l'étranger ont constitué un Synode à eux, au caractère antisoviétique et monarchiste, le patriarche Serge, qui vient à peine de sortir de la prison où il a conclu avec le gouvernement soviétique le compromis dont « l'encyclique » est le résultat, dit textuellement :

« Nous avons demandé à tous les appartenants au clergé à l'étranger une déclaration écrite par laquelle ils s'engagent à faire preuve d'une loyauté absolue dans toute leur activité publique vis-à-vis du gouvernement soviétique. Ceux qui ne voudraient pas faire une telle déclaration ou la violeraient seront exclus du clergé. »

Cette lettre pastorale exprimant la soumission sans conditions à un gouvernement qui a choisi pour devise et profession de foi les paroles de Karl Marx: « La religion est l'opium du peuple » — cette lettre, dis-je, que prouve-t-elle Elle prouve une fois de plus que l'Eglise est capable de tous les accommodements, de tous les compromis, de toutes les concessions afin de garder le pouvoir et non seulement le pouvoir spirituel. Elle prouve que les bolchevistes deviennent toujours plus les prisonniers des paysans riches — les pauvres n'ayant pas besoin de l'Eglise officielle — et qu'ils veulent se servir de l'Eglise russe comme d'un instrument diplomatique . . . Ils veulent fermer la bouche à l'Angleterre qui, parmi ses chefs d'accusation, a celui de l'athéisme bolcheviste persécutant le clergé et les croyants ; ils veulent vaincre l'hostilité des émigrés russes partisans de l'Eglise orthodoxe et diminuer le nombre de leurs ennemis ou tout au moins en briser le bloc.

L'encyclique doit être considérée non seulement au point de vue de l'impression qu'elle peut soulever dans l'opinion publique bourgeoise des différents pays ou de l'effet diplomatique qui peut en résulter, mais surtout pour l'impression beaucoup plus importante qu'elle peut produire dans les masses russes et non russes.

Cette situation tragique sera ensuite aggravée par les manœuvres démagogiques habituelles des communistes, qui finiront par affirmer la comptabilité de l'Eglise avec un régime communiste !

C'est le contraire qui est vrai ! La grave concession du gouvernement soviétique est l'une des manifestations des conditions où il s'est trouvé dès les premiers jours de la prise de pouvoir. C'est la contradiction inévitable entre son propre programme révolutionnaire et les difficultés économiques insurmontables. La grande erreur des dirigeants russes n'est pas celle de n'avoir pas vaincu ces difficultés — c'eût été leur demander des miracles — mais d'avoir masqué par des phrases ultrarévolutionnaires un état de choses qui, s'il avait été créé ou toléré par des socialistes d'autres tendances, ils l'auraient appelé et fait appeler « trahison ».

La pleine émancipation du peuple de l'« opium religieux » sera bien l'œuvre du socialisme et du socialisme seulement, mais pas avant d'avoir triomphé définitivement, en déracinant le mauvais arbre de la propriété privée, à laquelle malheureusement la Russie soviétique est obligée de faire des concessions toujours plus larges, plus dangereuses . . .

Angelica BALABANOFF.

MANŒUVRES ABORTIVES

Le camarade Bertoni s'étant servi de l'article ci-dessus pour faire une causerie à la Libre-Pensée sur les accommodements de l'Eglise et la nécessité pour tout despotisme de la gagner à sa cause, a soulevé les protestations de tous les bolchevistes et bolchevisants.

Tout d'abord, ils ont nié quelque peu ridiculement les faits dénoncés par la camarade Balabanoff ; ensuite, laissant percer leur mauvaise foi, ils ont voulu justifier coûte que coûte l'attitude du gouvernement russe. Pourquoi la négation du début s'il n'y avait rien à blâmer dans les faits mêmes ?

Naturellement nous avons été accusés d'être les ennemis de la révolution russe et de méconnaître le changement profond qu'elle a malgré tout amené. Ainsi nous serions les ennemis de la Révolution française en dénonçant l'escamotage qui l'a suivie, et nous méconnaîtrions ses réels bienfaits par la critique que nous sommes amenés à faire des institutions bourgeoises.

Pour nous en tenir au point qui, en somme, était seul en discussion, il nous a été répondu que des églises avaient été fermées en Russie et que le gouvernement n'avait au début nullement favorisé le clergé. Tout comme la Révolution française qui avait d'abord poursuivi une excellente œuvre dite de « déchristianisation » pour aboutir sous la dictature de Robespierre à l'établissement du culte de l'Etre suprême, prélude, comme le dit fort bien Proudon, au concordat avec la papauté.

Il n'y a pas de criailleries à même de supprimer ce fait historique que toute dictature s'emparant d'une révolution, au lieu d'en développer les résultats est amenée à faire machine arrière.

Nous ne dirons rien du coup de massue, que les conservateurs bourgeois nous servent depuis des dizaines d'années : Que feriez-vous à notre place ? et dans le cas particulier à la place des bolchevistes ?

Pour commencer, nous ne ferions sans doute aucun concordat avec aucune église. Mais la question elle-même est on ne peut plus absurde.

Naturellement toutes les dictatures passées et présentes ne font que s'emparer du pouvoir, et prendre toute mesure qui leur permette de le garder. Tout le reste, autrement dit le sort même réservé du peuple, n'a qu'une importance secondaire.

Pour nous la question se pose autrement. Eviter toute entrave et favoriser le plus grand nombre possible d'initiatives, d'expériences, d'essais, d'associations, dans toutes les branches de l'activité humaine. Les procédés donnant ainsi les meilleurs résultats ne manqueraient certes pas d'être imités. Naturellement, avant d'avoir trouvé mieux, ne rien détruire de ce qui sert déjà à satisfaire les besoins sociaux. Dans notre ignorance, il ne nous viendrait pas même à l'idée de commencer par supprimer, par exemple, les coopératives et la petite industrie à l'instar des infaillibles maîtres de la Russie, qui ont déjà dû d'ailleurs les rétablir.

Pour finir, nos contradicteurs ont montré le fond de leur pensée, identique à celle de tous les dictatoriaux. Le peuple, ont-ils affirmé comme de vulgaires fascistes, a besoin d'être mené à coups de trique. Il ne saurait être question de liberté pour lui, du moins en Russie, car partout ailleurs, en attendant la domination bolcheviste, il est au contraire fort bien de réclamer le respect de la personnalité humaine. Prière de croire que nous n'inventons rien et que de tels propos nous ont été réellement tenus.

Nous allions oublier un argument suprême en faveur du bolchevisme. Ce dernier a proclamé, suprême idéal de la civilisation, la liberté d'avortement. Et nous qui croyions que ce n'est que dans une société bourgeoise, pour échapper aux douloureuses conséquences que la maternité y entraîne parfois, qu'une femme se décidait à se faire avorter ! Il nous souvient aussi que la propagande néo-malthusienne se donnait au début comme devise : Plus d'avortements !

Fi donc de toute liberté de presse, d'association, de réunion, de propagande ; la masse n'a pas besoin de tout cela, qui lui serait même nuisible, pourvu qu'elle ait la liberté d'avortement !

Mais peut-être avons-nous tort de relever des propos de malades. Il doit se passer, ailleurs qu'en Russie, ce que le commissaire de l'hygiène Semachko y relève au sujet de la santé de la jeunesse (*Pravda*, 8 septembre) :

Les enquêtes périodiques donnent des résultats qui sont loin d'être réjouissants. En dehors des causes générales qui ont une influence mauvaise sur la santé des jeunes gens, des communistes et des pionniers, un rôle important est joué par l'excès des tâches sociales et le mauvais régime des heures de travail et de repos. La lutte pour la santé et la vie nouvelle est enrayée par des habitudes déplorables, l'alcool, le tabac, la vie sexuelle prématurée et irrégulière . . . *On se confine très souvent dans le seul domaine de la question sexuelle et des maladies vénériennes, et les explications données sans rapport avec les autres problèmes de la santé et de la vie des jeunes aboutissent parfois à des conséquences inattendues . . .*

Hélas ! ce n'est pas le seul domaine aux conséquences inattendues, car qui aurait pu s'attendre qu'une discussion sur les rapports de l'Eglise et de l'Etat devait aboutir à parler d'avortement ? Mais certaine jeunesse à Genève doit ressembler à celle russe dont parle Semachko.

Calvin et Genève

Le code de la Réforme. — La papauté de Calvin. — les règlements de Calvin. — L'excommunication. — Le consistoire. — Inquisition. — Persécutions. — La haine. — Michel Servet. — Luther et Calvin. — Le faux progrès.

Nous venons de voir divers essais politiques, basés sur la Bible, résultant du mouvement religieux de la Réforme : nous sommes en présence d'une autre tentative du même genre, faite par un homme qui, à force de volonté, de ténacité, d'énergie et d'activité, parvint, sinon à fonder un état de choses durable, du moins à réaliser l'établissement d'une organisation et à la faire fonctionner.

Cet homme, né en 1509, vingt-six ans après Luther, à Noyon, en France, d'un père tonnelier et de la fille d'un cabaretier, vint enfant à Paris. Il reçut là le contre-coup de ce grand mouvement de la Renaissance qui appelait l'attention de tous sur le grec, l'hébreu, le latin, et ouvrait la voie large aux nouvelles interprétations de la Bible. Il s'appelait Cauvin : en latinisant son nom, l'histoire en a fait Calvin.

C'était un de ces rudes et austères travailleurs qui veulent approfondir toutes les questions. Il entendit l'écho de la Réforme, il l'étudia et il rédigea l'*institution chrétienne*. C'était le code, le formulaire de la nouvelle doctrine. Désormais elle n'avait plus rien de vague et d'indistinct. Elle était nettement déterminée.

C'est ce besoin de précision, de classification que l'on rencontre à tout instant chez Calvin, comme sa faculté maîtresse.

Ce livre fait dans ces conditions, eut un si grand retentissement que quoiqu'il n'y eût pas mis son nom, il n'était pas possible pour lui de rester en France. Il partit pour l'Italie; en arrivant à Genève, il trouva venant au devant de lui Farel, homme plein de foi et d'enthousiasme, qui essayait d'y faire triompher la Réforme. Farel le supplia de s'arrêter à Genève afin de concourir à cette œuvre par la prédication et l'enseignement. Calvin s'arrêta et se mit à l'œuvre.

Genève était « infestée de matérialisme et d'incrédulité », comme disent encore les écrivains calvinistes. Quoi qu'il en soit, cette ville, pour maintenir son indépendance contre les comtes de Savoie, avait su trouver des citoyens comme ce Bonivard que Bryon a peint dans son *Prisonnier de Chillon*. Enchaîné seul, six ans, dans un cachot, condamné à ramper autour d'un pilier, il resta immobile et muet devant ses géoliers; et quand on vint lui annoncer sa délivrance en lui criant:

— Vous êtes libre!

Sa première pensée fut pour sa patrie:

— Et Genève ?

— Libre aussi, lui répondit-on.

Oui, Genève était affranchie de la domination des comtes de Savoie et des évêques qu'ils lui imposaient. Mais le despote balayé, il reste toujours de profondes souillures: les caractères se sont amollis, la conscience s'est habituée à transiger, les mœurs se sont relâchées, et l'activité humaine, n'ayant plus de but élevé à atteindre, se consume dans la débauche; et ceux qui donnent l'exemple, ce sont précisément ceux qui devraient donner l'exemple contraire, d'après la fonction directrice qu'ils s'assignent: les prêtres et les magistrats.

Toutefois, les réformateurs, surtout de l'école de Calvin, ont une grande tendance à aggraver les vices qu'ils se vantent d'avoir corrigés. Il est probable que les Libertins qu'ils peignent sous des couleurs si sombres étaient moins mauvais qu'ils ne le prétendent. Du moins, ils conservèrent toujours le courage et le patriotisme, car l'année qui précède l'arrivée de Calvin, en 1533, nous les voyons encore soutenir contre le duc de Savoie un siège de plusieurs mois, supporter la famine, repousser les assauts et triompher de cette redoutable épreuve.

Cependant, il est évident, d'après la facilité même avec laquelle Calvin, au bout de trois mois de séjour dans cette ville, parvient à faire adopter sa confession de foi, qu'elle éprouvait le besoin d'avoir une organisation, un lien, une unité qui lui avaient manqué jusqu'alors.

Cette confession, adoptée par le Conseil, dit des Deux Cents ou le Grand Conseil, mettait tout le gouvernement entre les mains des pasteurs. C'étaient eux qui devenaient les véritables législateurs, puisqu'ils avaient le droit de provoquer tous les règlements qu'ils jugeaient nécessaires; c'étaient eux qui étaient les véritables magistrats, puisqu'ils avaient le droit de signaler aux magistrats les délits des citoyens et d'en requérir la punition.

Calvin proclamait ainsi la prééminence de l'élément religieux sur l'élément civil. Bien plus, il proclame qu'il n'y a qu'une Eglise; il retourne la doctrine romaine et la prend pour lui; il se fait pape de cette Eglise; il veut faire de Genève la capitale de cette Eglise. Tous ceux qui n'adhèrent pas à cette nouvelle Eglise doivent être frappés au moins d'excommunication, sinon plus durement. Quiconque ne se conforme pas à l'Evangile tel que l'interprète et l'entend Calvin, dans son *Institution chrétienne*, est hérétique, et, comme il le dit lui-même, « les hérétiques sont les pestes mortelles de la chrétienté; il est donc licite de punir les hérétiques ». Mais ce n'est pas assez: « il est commandé aux magistrats de châtier ceux qui s'efforcent de corrompre la doctrine céleste. » Car l'autorité civile n'est qu'une « ordonnance de Dieu ». Elle doit donc s'exercer au nom de Dieu et selon ses commandements; elle doit être respectée « en toutes les ordonnances qui ne contreviennent pas aux commandements de Dieu ». Mais, dans toutes autres circonstances, l'insurrection contre elle est légitime.

Voilà la doctrine de Calvin ; c'est celle de Grégoire VII, c'est celle de la papauté romaine; le prêtre, le pasteur, seul dépositaire de la vérité, est le seul maître.

Calvin, esprit sombre, d'une constitution chétive, dévoré d'un unique besoin: l'ambition de dominer; nourri de la cruelle poésie de la Bible, bilieux, haineux, comme tous les gens à cerveaux étroits et à idées fixes, eut un ennemi: la joie. Il voulut bannir le rire de Genève, en chasser la gaîté, étendre au-dessus de cette ville comme un crêpe funèbre; et comment pardonnerait-il la joie? n'a-t-il pas la doctrine de la prédestination de tous les hommes à l'enfer? Et les damnés osent se réjouir! ces insouciants osent penser que le vin est bon, que les femmes sont jolies, que les danses sont gaies! Horreur! Aussi, du haut de toutes les chaires, les pasteurs tonnent-ils contre ces débordements du démon, et leurs sermons se traduisent en bonnes lois bien solides, à l'aide desquelles toutes les actions de l'homme sont enchaînées et muselées: défense de porter certains vêtements et certaines étoffes, d'une certaine coupe; défense de porter certains bijoux; défense de danser, de boire, de festiner, de jouer, etc. Non seulement ils défendaient, mais ils ordonnaient: un malade ne devait pas rester plus de trois jours au lit sans appeler un pasteur. Ordre aussi de paraître à la cène; l'église est obligatoire; le peuple n'a pas le droit de s'en abstenir. L'excommunication frappe ceux qui n'obéissent pas. Mais cette excommunication n'est qu'une simple formule, une pénalité morale; elle entraîne avec elle le bannissmeent de Genève.

Quel est le juge? qui est armé de ce redoutable pouvoir? Le Consistoire, composé de pasteurs et de douze laïques qui, malgré la minorité dans laquelle ils se trouvent, ne sont encore admis qu'après préavis des pasteurs. Partout cette prédominance: le Conseil n'est plus que l'instrument d'exécution du Consistoire. Genève est une république théocratique, ou plutôt une monarchie théocratique ayant Calvin pour chef.

Et le tribunal fonctionne sans relâche, avec cette ardeur et cet acharnement qu'apportent à leur œuvre toutes les inquisitions. On voit encore sur les registres du Consistoire des femmes mandées devant lui « à cause de plusieurs propos énormes ». Si Pierre Ameaux se permet de dire que Calvin n'est qu'un nouvel évêque, pire que ceux de jadis, « le Consistoire, pour lui prouver qu'il a raison, le fait prisonnier et le condamne à paraître à l'hôtel de ville « pour demander pardon à Dieu et à la justice ». Cela ne suffit cependant pas à Calvin. Il y a eu dans le Conseil une minorité qui a opiné pour une peine plus sévère; c'est cette peine qu'exige Calvin. Comme on se permet de murmurer, il fait dresser une potence sur la place Saint-Gervais. *(A suivre.)*

(Histoire des Prolétaires.)

Yves Guyot et Sigismond LACROIX.

Pactes d'Etats

Le correspondant parisien du *Journal de Genève* parlant des relations franco-russes dont il souhaite évidemment la rupture, en arrive à cette considération :

C'est de la signature d'un pacte de non-agression qu'on va s'occuper. L'avenir dira si, à cet égard aussi, on ne fait pas preuve d'une certaine naïveté. C'est du reste une curieuse particularité de notre époque que cette façon de se promettre de ne pas se tomber dessus. En viendra-t-on aussi entre particuliers à signer des contrats de non-cambriolage et de non-assassinat ?

Non seulement des pactes éventuels avec la Russie, mais ceux entre tous les Etats indistinctement paraissent donc au journaliste conservateur œuvre de naïveté, autrement dit de dupe. Mais comme en fait de garanties de paix les Etats n'ont su jusqu'à présent nous donner autre chose, c'est dire sans ambages que nous sommes toujours à la merci des fauteurs de guerre.

Les solennels traités de paix et d'arbitrage entre Etats ne paraissent guère plus sérieux que des contrats de non-cambriolage et de non-assassinat qui seraient signés entre particuliers. Plus que jamais, ils ne sont donc que des chiffons de papier auxquels on aurait tort de se fier.

Que conclure, sinon que la société capitaliste, étant absolument impuissante à nous donner la paix, à nous préserver d'un épouvantable massacre accompagné de destructions sauvages, il ne reste plus aux peuples qu'à s'assurer directement entre eux en se promettant de refuser pour toujours d'obtempérer aux ordres des cannibales du militarisme.

Les bourgeois eux-mêmes venant à jeter le discrédit sur la valeur de leurs institutions et de leurs contrats sociaux, malheur aux travailleurs s'ils ne songent pas que le salut ne saurait être que dans une propagande pour la révolte contre tout ordre criminel qui viendrait à être donné par les Etats. Si les pactes entre gouvernements ne sont que fumisterie, c'est, nous le répétons, aux peuples d'en conclure de sérieux entre eux directement.

Salle Communale de Plainpalais

Vendredi 14 octobre, à 20 h. 30

La grande idée de Sacco et Vanzetti

Conférence par L. BERTONI